

Atelier

La responsabilité sociale des entreprises

Le concept de responsabilité sociale - ou sociétale pour englober les aspects environnementaux -, représente la contribution des entreprises au développement durable. La Commission européenne l'a consacré en 2001, en publiant son Livre Vert « *Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE)* ».

Un exemple magistral de RSE est donné par les **Réseaux ferroviaires européens** ayant signé la *Charte européenne pour le développement des missions sociales et sociétales dans les gares*, en 2008.

Les gares ont beaucoup évolué dans leur rôle et ne sont plus visitées avec pour seul but le voyage. Elles font partie de la vie de la Cité et représentent souvent des havres pour les personnes en situation d'exclusion, notamment les sans-abri. Ceux-ci y trouvent une série de facilités mais aussi une présence humaine qui leur manque parfois, tout autant qu'une impression de liberté et de mobilité liée au voyage.

Plutôt que d'interdire l'accès à ces personnes au nom d'une froide politique de confort des voyageurs, les réseaux et gares impliqués ont décidé d'intégrer cette réalité humaine et d'y organiser des guichets d'aide sociale.

Comme l'explique **Fabrizio Torella (Ferrovie dello State / FS)**, avec le projet « *Un Cuore in stazione* » (un cœur à la gare), initié en Italie par FS et la compagnie ferroviaire privée **Enel**, « *la gare devient un point de coordination pour l'aide des personnes en situation d'exclusion ou de pauvreté, qui seront ensuite réorientées vers les services sociaux ou associations ad hoc* ».

Les compagnies ayant signé la Charte s'échangent aussi leurs bonnes pratiques en matière d'accueil des sans-abri et lancent ensemble des projets de sensibilisation comme des concours photo.

Dans le cas du projet « *Hope in Stations* », financé dans le cadre du programme PROGRESS de l'UE qui vise à promouvoir l'innovation sociale, c'est une ONG française, **Solidarités actives**, qui a pris l'initiative.

Créée en 2006 par le français Martin Hirsch, ex- Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, elle prône l'expérimentation sociale pour vérifier l'efficacité d'une innovation avant sa généralisation. Elle associe les usagers dans l'élaboration des solutions les concernant et agit comme intermédiaire entre secteurs public et privé.

Le projet rassemble sept pays partenaires (+ 4 signataires en voie de ralliement) et une gare par pays. Partant du constat qu'avec la convergence européenne, l'errance (qui est le côté négatif de la mobilité), se généralise et s'accompagne de désocialisation. Pour **Sylvie le Bars** : « *L'idée des partenaires de ce projet est de mettre en place un référent social unique par gare, qui coordonne les interventions sociales et peut également former le personnel des gares* ». Echanges d'informations, de bons procédés, production commune d'analyses et cartes sociales sur le sujet de l'errance sont au programme, avec pour but ultime de développer ensemble un véritable consensus sur les solutions pour les sans-abri, aux niveaux local, national et européen.

Asier Marquina, de la **Fondation Arcelor Mittal/AMF** (1^{ère} compagnie mondiale de production d'acier occupant 287.000 personnes) voit plutôt le rôle social de l'entreprise dans le développement de projets sociaux durables pour les communautés locales des régions d'implantation.

Son mot d'ordre est « *empowerment* » qu'on pourrait traduire par « participation active et responsable ».

L'AMF soutient ainsi plus de 550 projets locaux et globaux dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité et de la promotion sociale.

Le projet « Foulées grand large » en **France** vise à augmenter le nombre de donneurs de moelle épinière parmi les employés d'AM. En **Italie**, un projet vise à sensibiliser les jeunes locaux à la sécurité routière par un concours de vidéo. Au **Luxembourg**, « 1,2,3, Go ! » soutient les projets de jeunes entrepreneurs. En **Pologne**, AMF a soutenu la création de 20 labos multi-media pour améliorer la connaissance de l'anglais des communautés locales (ce projet est aussi en préparation en **Ukraine**, en **Roumanie** et **République tchèque**). Dans ce dernier pays, des bourses sont octroyées aux employés d'AM désireux de lancer dans des projets communautaires avec des ONG locales.

Dans les projets globaux d'AMF, on peut noter le « *Casa buena project* » en collaboration avec l'ONG *Housing for Humanity/HfH* qui vise à développer des logements de haute qualité et résistants (aux ouragans, par exemple) et de les micro-financer, via HfH, pour qu'une large population puisse y avoir accès.

CSR Europe est un réseau européen de 70 multinationales et 27 organisations nationales partenaires qui promeuvent la responsabilité sociale des entreprises.

Leur projet « *Enterprise 2020* », présenté par **Jan Norterdaeme** vise à « *équiper les chefs d'entreprises avec de meilleurs outils de gestion* » pour faire face aux nouveaux défis que sont les changements démographiques et climatiques, la division sociale, la raréfaction des ressources naturelles, l'accélération technologique et la globalisation du commerce.

Pratiquement, il s'agit de mettre les entreprises partenaires en réseau pour partager leurs bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale, pour initier des projets innovateurs en la matière et pour rediriger le discours économique et politique dans le sens de la durabilité et de la compétitivité.

Selon Noterdaeme, « *les interlocuteurs associatifs en matière de réduction de la pauvreté ont disparu au niveau européen* » (NDLR : peut-être n'a-t-il pas eu le temps de visiter l'Open Forum encore...) : « *où sont passés les réseaux anti-pauvreté ? Les relations entre les ONG et les entreprises sont de plus en plus difficiles...* ».

Pour ne pas conclure sur une note trop sombre il lance « *je suis pour les GMO... la modification génétique des organisations !* »

Si le monde économique façonne le monde, quoi de plus naturel qu'il corrige ce qui ne fonctionne pas bien et, au premier plan, les « dommages collatéraux » sociaux ou environnementaux que pourraient causer ses décisions et actions ? On l'a encore vu récemment avec l'annonce du transfert de l'ensemble de ses activités informatiques vers l'Inde par Arcelor Mittal....

Plus fondamentalement, les entreprises ont compris qu'elles devaient réfléchir à l'essence même de leur action et de leurs relations, pour tendre vers des modes de gestion et de production plus « propres » tant au niveau humain qu'environnemental. Il y va de leur intérêt direct, ne fut-ce que purement commercial.